

En bref

Paradis fiscaux : le Pacifique aussi

Cinq pays du Pacifique figurent sur la première liste noire européenne des paradis fiscaux. Il s'agit des Îles Cook, de Nauru, de Niue, des Îles Marshall et du Vanuatu. L'établissement de cette liste, qui recense trente pays en tout, est l'un des axes du plan d'action contre l'évasion fiscale des multinationales présenté hier, à Bruxelles.

Le chiffre

1 200

Soit le nombre d'emplois qui seront supprimés chez Woolworths, le géant australien de la distribution.

Page 60

Nouvelle-Zélande

Une chauve-souris de 16 millions d'années

Page 60



Pacifique

■ **Australie.** Instauration du libre-échange avec la Chine

Un accord « historique »

La Chine et l'Australie ont signé mercredi, au terme d'une décennie d'âpres négociations, un vaste accord de libre-échange. Celui-ci porte notamment sur les secteurs clés des ressources minières, de l'agriculture et des investissements.



Le ministre chinois du Commerce, Gao Hucheng, et son homologue australien, Andrew Robb, ont solennellement ratifié le document au cours d'une cérémonie à Canberra.

« **Un jour historique.** » C'est ainsi que le Premier ministre australien, Tony Abbott, a qualifié l'accord de libre-échange conclu mercredi avec la Chine. Un accord qui prévoit l'abolition réciproque des droits de douane pour une myriade de services et de marchandises et « garantit à nos nations un accès inédit à leurs marchés respectifs », selon Tony Abbott.

Tony Abbott et le président Xi Jinping, qui l'avaient annoncé en novembre dernier, « attachaient beaucoup d'importance » à la conclusion des négociations. Celles-ci traînaient depuis dix ans (lire en repères).

La Chine est le premier partenaire commercial de l'Australie (lire le chiffre). Un tiers des exportations australiennes vont à ce pays parti-

culièrement friand de matières premières (charbon, minéral de fer), mais également de lait et de bœuf.

Lait. Au total, alors qu'ils sont aujourd'hui frappés de droits de douane allant jusqu'à 40 %, l'accord prévoit que plus de 85 % des biens exportés d'Australie vers la

Les taxes sur la viande seront supprimées d'ici à 2024, celles sur le bétail sur pied disparaîtront dans quatre ans.

Chine en seront exemptés. Cela inclut la plupart des produits de l'industrie énergétique, le vin, la viande, le poisson et les produits laitiers, dont la Chine est le premier importateur mondial.

L'industrie laitière, en concurrence avec les exportateurs néo-zélandais, est à la fête : les taxes à l'importation chinoises, qui pouvaient atteindre 20 %, seront toutes supprimées d'ici à 2026. Les droits de douane sur le lait infantile disparaîtront d'ici quatre ans.

L'accord de libre-échange devrait également entraîner une forte hausse des exportations de bœuf vers la Chine. Les taxes, qui étaient entre 12 et 25 %, seront supprimées d'ici 2024. Celles sur le bétail sur pied, qui étaient fixées à 10 %, disparaîtront dans quatre ans. Quelques secteurs ont cependant été laissés de côté, comme le sucre, le riz, le coton, le blé.

Investisseurs. En échange des concessions chinoises, l'Australie supprimera ses droits d'entrée de 5 % sur l'électronique et l'électroménager et les investissements chinois seront facilités. Les investisseurs privés pourront ainsi injecter jusqu'à un milliard de dollars australiens sans feu vert préalable du conseil de surveillance des investissements étrangers, avec quelques exceptions pour les terres agricoles et l'agroalimentaire.

Cet accord est présenté par le gouvernement de Canberra comme une aubaine pour l'Australie, qui pâtit d'un moindre appétit de la Chine pour ses matières premières et de la baisse des cours.

Si de ce fait il réjouit le patronat qui y voit un net avantage concurrentiel face à l'Union européenne, les Etats-

Unis et le Canada, l'accord inquiète les syndicats qui craignent un afflux de travailleurs chinois sous-payés pour les projets d'investissement de plus de 150 millions de dollars australiens. « Cet accord est une honte », « un jour funeste » pour les travailleurs australiens, s'est indigné le secrétaire national du syndicat Electrical Trades Union qui fédère les salariés des sous-traitants du secteur de l'électricité et des télécommunications.

De son côté, le ministère chinois du Commerce a indiqué que cet accord allait dans le sens de la Zone de libre-échange de l'Asie-Pacifique (FTAAP), un projet moins avancé mais plus vaste que le Partenariat trans-Pacifique (TPP) promu par les Etats-Unis et qui exclut la Chine en l'état.

Le chiffre

160 milliards

Les échanges entre l'Australie et la Chine dépassent les 160 milliards de dollars australiens (13 000 milliards de francs CFP) par an. La Chine est devenue l'an dernier le premier investisseur étranger en Australie, devant les Etats-Unis.

Repères

Dix ans de négociations

Les négociations sino-australienne ont commencé en 2005 mais s'étaient heurtées notamment aux exigences de Pékin qui voulait obtenir l'abolition des limitations imposées aux investissements émanant d'entreprises publiques. Des pourparlers de dernière minute avaient permis de débloquer la situation. L'Australie a déjà signé des accords tarifaires avec le Japon et la Corée du Sud et s'intéresse désormais à l'Inde.

Des centaines de milliers d'emplois

« En additionnant les trois accords (Chine, Japon, Corée du Sud, NDLR), on obtient des accords commerciaux couvrant plus de 50 % de nos marchés à l'export », a souligné le ministre australien du Commerce, Andrew Robb. Cela représente littéralement des milliards de dollars, des milliers, des centaines de milliers d'emplois », a-t-il ajouté.